

Les entretiens soviéto-américains du sommet de Moscou (du 29 mai au 2 juin 1988)

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **133 (1988)**

Heft 10

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344872>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les entretiens soviéto-américains du sommet de Moscou (du 29 mai au 2 juin 1988)

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Ce sommet entre les responsables soviétiques et ceux des États-Unis a été la suite d'une profonde évolution des relations entre l'URSS et les USA. A vrai dire, lors de son arrivée au pouvoir, le président Reagan avait formulé une critique de la politique extérieure soviétique. Et il avait préconisé alors une augmentation importante des forces américaines et de celles de l'OTAN. Puis, après 1984, un dialogue s'était finalement développé entre les États-Unis et l'Union soviétique. Et, en novembre 1985, s'était concrétisé le premier contact entre Reagan et Gorbatchev¹ à Genève. La rencontre suivante intervint en octobre 1986, à Reykjavik, où Gorbatchev regretta de ne pas obtenir un accord sur la suppression des armes nucléaires. Mais Reagan maintenait alors son IDS, projet «strictement défensif», dit-il, tout en déclarant envisager, à longue échéance, une possible disparition éventuelle des INF. Une dernière rencontre des deux chefs eut lieu à Washington, du 29 mai au 2 juin 1988². C'est alors que furent présentés, par les deux chefs américain et soviétique, les exposés suivants:

- La conférence de presse du secrétaire général Gorbatchev, le 1^{er} juin 1988.
- Celle du président Reagan, le même jour.

- La déclaration commune de MM. Reagan et Gorbatchev sur les résultats des débats du sommet soviéto-américain du 29 mai au 2 juin 1988.

I. La conférence de presse de M. Gorbatchev

Elle portait sur le désarmement d'armes stratégiques. Processus difficile, dit le chef soviétique, notamment pour les armes offensives, qui posent l'un des problèmes les plus ardues de la politique mondiale d'après-guerre. Mais l'URSS est intervenue, de démarche en démarche, d'après Gorbatchev, en vue d'un traité prévoyant la réduction de ce genre de moyens militaires. «On m'a demandé, dit-il, au terme des négociations engagées, si je gardais une vue optimiste au sujet de la conclusion d'un tel accord encore cette année. Or, diverses ententes en ce sens sont bien intervenues concernant les relations bilatérales de nos pays.»

En fait, il y a eu d'abord le cas de l'Afghanistan, évoqué par Gorbatchev, afin de bien souligner le sens et l'importance du retrait décidé par l'URSS. En deuxième lieu, il s'agissait des questions du Proche-Orient. A ce sujet, les positions soviétique et améri-

¹ Cf. *Europa-Archiv* du 25.12.85.

² Cf. *Europa-Archiv* du 10.7.88.

caine se sont rapprochées et l'opinion s'impose peu à peu d'une solution par la voie d'une grande conférence internationale. Ne prenant pas ses désirs pour des réalités, le secrétaire général, dit-il, s'est fondamentalement transformé. Ne «prenant pas ses désirs pour des réalités», il rappelait la signification de ce problème depuis deux ou trois ans. Elle s'est fondamentalement transformée. D'où son impression qu'il ne faut pas manquer la chance qui s'offre à tous les pays intéressés. D'après lui, l'Afghanistan est un précédent qui déborde le problème général actuellement posé. Et d'ailleurs des solutions positives doivent aboutir également dans d'autres régions. Mais deux problèmes résultant de faits récents lui causent actuellement des soucis. D'abord les tirs sur Kaboul, sur l'ambassade soviétique et les troupes de l'URSS. Ensuite, dans la région de Kandahar, les forces du lieu ont été également l'objet de tirs, qui ont causé des morts. Or, selon les engagements pris, les troupes soviétiques ne devraient plus participer à des actions de combat. Mais, précisait-il, qu'il n'y ait pas de provocations, pas d'attaques par des bandes contre les troupes de l'URSS. Fidèle aux conventions intervenues, et afin de bien préciser la situation, Gorbatchev déclare que les Etats-Unis et l'URSS peuvent apporter un concours efficace à la solution des conflits locaux, compte tenu de tous les intérêts en cause, considérés en fonction d'un profond réalisme de base.

En attendant, dit Gorbatchev, bien des spéculations peuvent résulter de l'application des droits de l'homme. Et ceux-ci ont déjà donné lieu à bien des manœuvres de propagande sur tous les théâtres d'opérations. Il déclarait, au cours de la quatrième grande rencontre soviéto-américaine, avoir décelé bien des manœuvres, bien des spéculations, voire même des «séances de théâtre». Mais, parvenant enfin à lire la presse après ces débats, il constatait avec satisfaction que celle-ci avait bien réagi dans le sens de la Glasnost, de l'ouverture. A vrai dire, le chef soviétique doit tout apprendre, après la fin des rencontres, au sujet des pourparlers engagés. Mais il n'est pas sorti enthousiaste, dit-il, de sa dernière rencontre avec Reagan, qui ne fournissait que des réponses tardives et incomplètes aux demandes qui lui étaient adressées. Notamment dans leurs échanges de vues sur les droits de l'homme aux Etats-Unis. Et Gorbatchev lui dit finalement: «Monsieur le Président, vos explications ne sont pas convaincantes, car je m'étais rapporté à des faits résultant des affirmations du Congrès américain et de nombreuses déclarations.» Aurait-on pu obtenir davantage? dit-il au président Reagan. Lui et ses associés, précisait-il, venaient de terminer une longue discussion, sans parvenir à des résultats notables, s'étant arrêtés à mi-chemin. La politique étant «l'art du possible», il estimait qu'on aurait pu obtenir davantage par cette rencontre. Puis, précisait-il encore, il

avait notamment suggéré au président un «nouveau grand pas», en considérant les réalités politiques du moment, comme base des actions à envisager et des objectifs politiques à atteindre. Tenant compte des enseignements retenus, il en avait conclu qu'une guerre atomique devenait impossible, qu'elle ne pouvait avoir aucun vainqueur. De toute manière, une guerre entre les USA et l'URSS était inadmissible. Ce qui ne signifiait absolument pas que le lendemain ou huit jours après la réunion, tout allait être terminé et que c'était la fin de l'arme nucléaire. Il nous faudra, déclarait-il, que nous le voulions ou non, «apprendre à vivre avec les réalités de notre temps».

Puis Gorbatchev proposait d'inclure cette constatation politique dans la déclaration commune, dont il soumettait le texte suggéré au président. Il affirmait qu'aucun problème critique ne pouvait être réglé par la voie militaire, que la coexistence pacifique était le principe fondamental des relations internationales. De même que l'égalité entre les Etats devenait le principe de base des relations entre ceux-ci. Et le président américain, ayant lu le document, dit: «Cela me plaît.»

Or, lors de la rencontre suivante, le 1^{er} juin, pour la rédaction définitive, il fut constaté que, dans l'entourage du président, tous ne partageaient pas la même manière de voir. Et il n'y eut pas d'accord au sujet des forces conventionnelles. Et pourtant Gorbatchev

voulait, dit-il, faciliter le dialogue. On parle beaucoup d'une réduction des moyens classiques en Europe. Mais chaque fois que l'URSS fait des propositions en ce sens, dit-il, elle se heurte à des manœuvres en vue de leur échec. A l'Ouest, on essaie, par des efforts incompréhensibles, d'éviter de telles négociations. Et finalement, c'était le refus de la proposition de l'Est en vue d'une liquidation de l'asymétrie et de la mésentente en Europe...

Puis, à une question sur l'affaire palestinienne et le combat des Palestiniens contre Israël et tout le Proche-Orient en général, le chef soviétique déclarait que l'URSS avait bien constaté que des éléments existaient en vue d'une solution sur le plan politique international de la situation proche-orientale. C'est là une vue générale, partagée notamment par les membres du Conseil de sécurité. Cette solution devra être recherchée dans le cadre d'une conférence internationale. Car la Syrie défend ses intérêts, le peuple palestinien, Israël et d'autres pays du secteur les leurs. L'URSS estime que le problème devrait trouver une solution tenant compte des droits de tous les pays concernés et des données fondamentales de certaines résolutions de base de l'ONU. Il s'agit de libérer tous les secteurs occupés par Israël et de rétablir dans ses droits le peuple palestinien. Mais, précisait-il: «Nous ne pouvons pas prendre de décisions à la place des Arabes, sur la manière dont les Palestiniens devraient participer

à une conférence internationale.» En outre, il faudra tenir compte, dit-il, du droit d'autodétermination du peuple palestinien. Mais en cas de réunion, à cet effet, d'une conférence comportant des consultations bilatérales et trilatérales, l'URSS serait prête à étudier les questions relatives aux relations avec Israël.

II. La conférence de presse du président Reagan le 1^{er} juin 1988, à Moscou

Au cours de celle-ci, le chef américain évoquait surtout les pourparlers START sur la réduction des armements stratégiques, les relations soviéto-américaines, l'IDS et la coexistence pacifique. Et il répondait à de nombreuses questions. Mais celles-ci, comme d'ailleurs les répliques présidentielles, étaient très brèves. En particulier, à une demande sur les progrès atteints pour les START, il répondait: «Ce sont les chefs du Sénat qui ont rédigé les documents de ratification de l'accord INF. C'est-à-dire qu'ils ont finalement estimé que l'approbation était intervenue promptement. Mais à vrai dire, la convention START est bien plus complexe que l'accord INF et donnera donc encore lieu à de longues négociations.» Et il ajoutait qu'il espérait pouvoir surmonter les points de vue différents en la matière. Dans le cas contraire, son successeur, dit-il, tranchera la ques-

tion. On avait parlé de 50%, mais à Genève le secrétaire général avait également émis l'idée d'une réduction de moitié des engins.

Invité à décrire les questions sur lesquelles des accords étaient intervenus, le président n'a pas cru développer davantage son exposé puisque, dit-il, les entretiens se poursuivent et que des progrès réels ont été réalisés en la matière.

En réponse à une autre question, il se contentait d'indiquer que les améliorations étaient concrétisées dans les chiffres cités. Par exemple, 300 personnes ont été libérées à l'Est, parents de demandeurs habitant l'Ouest. A une autre question, le président répondait qu'une grande partie des progrès en URSS est le fait soit de Gorbatchev, soit des deux parties. Il déclarait avoir lu la *Perestroïka* et relevé dans cet ouvrage bien des choses recueillant son approbation.

Les faits que nous venons de citer caractérisent bien le genre de questions et de réponses auxquelles ont donné lieu les entretiens entre les deux chefs. En particulier, interrogé sur l'IDS, le président répondait qu'il fallait adopter une arme de défense telle qu'elle puisse libérer le monde de tous moyens nucléaires. Les problèmes cités lors de la conférence concernaient aussi d'autres questions à évoquer de part et d'autre. Mais il ne s'agissait nullement d'un grand exposé général, puisque les points de vue des deux Grands avaient fait l'objet de la déclaration commune du 2 juin 1988.

III. La déclaration commune du président Reagan et du secrétaire général Gorbatchev sur les conversations du 29 mai au 2 juin 1988

C'est là le document essentiel et final de l'entrevue de Moscou. Après avoir cité tous les assistants des deux pays, il signale que les deux chefs considéraient celle-ci comme une progression importante vers de solides relations futures entre les deux pays. D'où une «atmosphère constructive» à poursuivre avec l'intention de supprimer les obstacles aux efforts entrepris en vue d'une entente entre les deux chefs. Toutefois ceux-ci étaient conscients des difficultés à surmonter par le dialogue engagé. Mais de nombreux sujets ont été alors largement évoqués. Notamment le contrôle des armements. Et bien des discussions et propositions ont concerné les armes nucléaires. Des projets ont été envisagés, tant pour la réglementation, la réduction et la limitation des armes nucléaires, que pour l'inspection à envisager en la matière.

Le contrôle des armements a été envisagé, compte tenu des progrès déjà obtenus et des fins encore à réaliser. En ce qui concerne les INF, les deux hommes d'Etat ont salué la concrétisation de l'entente intervenue en la matière. Ils ont pris connaissance, avec satisfaction, d'un projet commun concernant la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives. Bien des vues communes ont été

enregistrées, mais bien des positions différentes n'ont pu être conciliées.

Pour les armes nucléaires et de l'espace, les deux chefs ont constaté bien des points d'accord, mais certaines mises au point s'imposent encore. Des travaux seront entrepris en vue d'un contrat spécial ABM, ainsi qu'un protocole additif de certains progrès enregistrés. Le projet commun sur la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives a concrétisé l'entente intervenue sur les limites supérieures des systèmes porteurs stratégiques offensifs, ainsi que les limitations des ICBM et SLBM soviétiques, ramenés à un niveau d'environ 50% de ceux actuellement en service; niveau qui ne pourra être dépassé.

Au cours des négociations, un accord est intervenu aussi entre les deux parties, afin que, pour chaque nouveau type de missiles balistiques, le nombre de têtes nucléaires fasse l'objet de négociations. En outre, une entente au sujet d'un mode de compter les armes a été réalisée. Une autre concernait les protocoles d'inspection, de possibles modifications ou suppressions concernant les nécessités accrues du contrat INF. Elles concernent notamment:

- des échanges de données concernant les systèmes d'armes limitées par START,
- des inspections de base pour l'examen des déclarations en cause,
- des reconnaissances sur place portant sur l'environnement,

- diverses inspections, prévues à court délai,
- l'interdiction de tout camouflage lors des visites sur place,
- l'obligation de faire connaître le lancement de missiles balistiques et de poursuivre, de part et d'autre, les négociations relatives aux tests.

C'est avec satisfaction qu'a été enregistrée la signature d'une convention sur une expérience commune de vérification.

En ce qui concerne la non-dissémination des armes nucléaires, les deux chefs d'Etat ont exprimé leur conviction qu'une vue d'ensemble sur les armes nucléaires était un fait important pour la paix et la sécurité internationale. Et ils formaient des vœux pour une renonciation générale à ces moyens.

Les deux chefs ont largement évoqué ensemble le problème important d'une interdiction des armes chimiques, prévue déjà par le protocole de Genève de 1925. Et ils exprimaient leur volonté de soutenir les recherches internationales sur d'éventuelles violations des interdictions en la matière. Ils soulignaient la nécessité d'une stabilité de la sécurité en Europe, ainsi que les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées en Europe (MBFR). Ils confirmèrent aussi leur soutien au processus CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe).

Au cours de la réunion générale sur le désarmement, ils évoquaient largement l'importance de l'assemblée

spéciale de l'ONU sur le désarmement et les droits de l'homme. Ils suggéraient à cet effet un forum en vue d'échanges de vues sur l'action à entreprendre, avec un recours à des représentants qualifiés en la matière. Dans leurs conversations, ils considéraient aussi certaines affaires régionales, celles du Proche-Orient, la guerre Iran-Irak, les problèmes d'Afrique du Sud, d'Amérique centrale et du Cambodge. Ils insistaient également sur les échanges culturels, constatant avec satisfaction les contacts et échanges entre organisations privées, ainsi que les réunions sportives.

Dépassant nettement les problèmes strictement militaires, les deux chefs affirmaient leur soutien aux initiatives en faveur du climat et de l'environnement. Ils annonçaient une collaboration accrue de leurs pays dans l'exploitation de l'espace. Tous deux confirmaient leur soutien des rapports commerciaux et économiques entre Est et Ouest. Ils préconisaient un élargissement des contacts entre l'Aeroflot et les Pan American Airlines, des échanges accrus entre les consulats et les représentants des deux pays à l'extérieur.

Le président et le secrétaire général insistaient sur l'importance de leurs relations personnelles, invitant leurs ministres des Affaires étrangères à poursuivre leurs rencontres, afin de garantir des progrès dans les relations extérieures, des contacts devant se multiplier aussi entre experts des deux pays.

En conclusion de notre exposé, il convient de s'interroger sur les positions si différentes des chefs soviétique et américain. Quelle est au juste celle de Gorbatchev? La *Revue de l'OTAN* a donné de l'action du secrétaire général l'opinion suivante: «Tout en poursuivant un programme de réforme à l'intérieur, M. Gorbatchev essaie de donner de l'Union soviétique, à l'étranger, l'image d'un pays raisonnable et coopératif et de persuader l'Ouest qu'elle ne représente plus une menace.»³ Mais, en fait, quelle est l'attitude profonde actuelle de

l'URSS? Nous ne la connaissons guère par les déclarations de Gorbatchev. Car la réalité nous apprend que l'URSS n'a nullement abaissé son effort de guerre. Et, après y avoir été reçu avec des égards exceptionnels pendant quatre jours, le secrétaire américain à la Défense Franck Carlucci a simplement pu constater «que la stratégie soviétique n'a pas changé»...³.

F.-Th. S.

³ Cf. *Le Figaro* du 5.8.88.



Gay frères

Manufacture de bracelets
et chaînes pour montres
à Genève depuis 1835